

si Montréal a des problèmes avec ses services d'aqueduc et d'égout, qu'elle fasse comme nous, c'est-à-dire aménager ses propres installations de traitement secondaires.»

Les libéraux disent, et les municipalités comme eux, qu'il faut laisser le gouvernement fédéral payer. Ensuite, tout le monde sera mis à contribution. Ce n'est pas le genre d'idée qui emballe les gens. Les provinces et les municipalités devraient s'en préoccuper un peu plus.

Nous sommes partis du principe que le gouvernement n'a vraiment rien de mieux à offrir qu'un bonheur illusoire tant que nous n'avons pas une économie forte et des comptes nationaux stables. Il n'y a pas d'école d'architecture qui enseigne à faire des châteaux en Espagne.

La réalité depuis quelque temps, celle dont nous avons hérité à notre arrivée au pouvoir en 1984, c'est que notre économie tourne dans un climat de cafard d'après les Fêtes. Il est maintenant temps pour nous d'échanger les cadeaux qui ne font pas et de payer la facture pour ceux qui font.

Les Canadiens savent ce qui est important pour eux. Ils savent ce qu'ils veulent. Ils veulent retrouver la stabilité des prix. Oui, nous voulons revenir au bon vieux temps. Monsieur le Président, vous et moi, nous nous rappelons cette époque où nous avons bâti notre première maison. Nous pouvions contracter une hypothèque à 6,5 p. 100, la miennne était de 6,75 p. 100, pour 25 ans. Nous savions que ce serait 6,75 p. 100. Nous savions quels seraient nos paiements durant 25 ans. J'ai eu la chance de pouvoir la rembourser un peu plus tôt. Nous pouvions planifier notre budget familial à partir de là.

Voilà vraiment ce qu'on veut dire par stabilité des prix, revenir à un taux d'inflation qui n'est jamais supérieur, peut-être légèrement inférieur, au taux de croissance de l'économie, jamais supérieur à ce que le pays peut se permettre en termes d'accroissement de la masse monétaire, de sorte qu'on ait des taux d'intérêt stables, fixes. Voilà ce que veut dire la stabilité des prix. Voilà ce à quoi nous tâchons de revenir. C'est ce que veulent les gens. Ils veulent du prévisible, ils veulent de la sécurité, mais on n'a pas ça avec des taux hypothécaires de 22 p. 100. Il y a dix ans, une hypothèque de 75 000 \$ coûtait 300 \$ de plus par mois qu'aujourd'hui. Y a-t-il des avantages pour les propriétaires, pour les pauvres avec des enfants? Bien sûr qu'il y en a et, franchement, les gens le savent.

Voyons un instant ce dont nous nous sommes privés en ne suivant pas le genre de politiques que notre ami, l'ancien ministre des Finances, et notre actuel ministre

des Finances ont élaborées pour nous. Le service de la dette nous coûte 40 milliards de dollars par année. Pouvez-vous imaginer ce que nous pourrions faire avec 40 milliards? Pour commencer, nous pourrions nous débarrasser de la TPS parce qu'elle produit environ 20 ou 22 milliards de dollars. Nous pourrions nous débarrasser de la TPS, c'est la première chose que nous pourrions faire.

Nous pourrions peut-être ensuite établir un programme universel de garderies. On en évalue le coût à 6 ou 7 milliards. Songez à tout l'argent qui nous reste encore. Nous pourrions même transférer des fonds aux provinces pour aider leurs villes à renouveler leur infrastructure municipale et commencer à reconstruire leur noyau. Pouvez-vous imaginer ce que nous pourrions faire? Nous pourrions doubler les prestations de pension de vieillesse. Nous pourrions venir en aide aux défavorisés et à ceux qui mènent une vie marginale.

Notre ami et collègue, le ministre des Finances, a ravivé pas mal la lumière au bout du tunnel parce qu'il nous fait faire un pas de géant qui nous rapproche du jour où nous aurons un budget équilibré, dans trois ans seulement. Certains de nos collègues et praticiens de l'art de la politique semblent avoir pour principal souci de résister à tout prix à quelque progrès que ce soit. Peut-être déplorent-ils dans leur temps libre qu'il n'y ait pas de progrès. Les Canadiens savent reconnaître un bon budget quand ils en voient un, et c'est ce qu'ils voient en l'occurrence.

Mme Coline Campbell (South West Nova): Monsieur le Président, j'ai écouté d'un bout à l'autre le discours du ministre et je me demande comment on peut avoir deux interprétations aussi diamétralement opposées de ce qui s'est dit à la Chambre avant-hier.

À mon avis, il s'agit d'un budget attentiste. Je viens d'une région qui dépend énormément des ressources naturelles. Le ministre représente à la Chambre une industrie qui dépend d'une ressource renouvelable, une industrie forestière qui n'a jamais été en aussi grave difficulté au Canada. Ce budget attentiste fait aujourd'hui grimper le dollar canadien parce que les entreprises semblent s'en réjouir. Il supprime des programmes de logement qui sont nécessaires non seulement pour stimuler la construction, mais aussi pour aider des milliers de Canadiens à se loger, qu'il s'agisse de personnes âgées, de pauvres ou de travailleurs qui voulaient adhérer à une coopérative. Des programmes de logement ou des mesures d'aide à la rénovation ou à la construction de maisons pour la population des régions rurales ou les